

Lutte contre la radicalisation : les musulmans s'organisent ; les outils restent à construire



Dalil Boubakeur, président du CFCM et recteur de la Grande Mosquée de Paris (en haut) et Jean-François Cordet, préfet de région et du Nord.

L Adémarche est historique : réunir toutes les branches de l'islam régional avec les autorités civiles pour débattre d'un sujet d'actualité brûlant : la lutte contre la radicalisation. C'était samedi à Lille. Trois cents personnes étaient présentes, dont la grande majorité de musulmans de différentes fédérations (GMP, UOIF, RME, Ligue islamique...). C'était une première.

Celui qui a réussi ce tour de force, c'est le Conseil régional du culte musulman (CRCM), avec à sa tête depuis 2013 Abdelkader Aoussedj, qui réussit là à donner une nouvelle ampleur à la structure.

Le CRCM existe depuis 2003 à Lille. En 12 ans, il a fait avancer des dossiers, sur la viande halal, les carrés musulmans, la construction de mosquées. Mais sa visibilité était difficile, et sa représentativité pas évidente. L'organisation de son premier colloque est donc une grande avancée dans l'organisation de l'islam régional, et de France. Et on peut dire que la facilité n'a pas été choisie avec le thème du débat ! Huit intervenants d'importance ont été invités à s'exprimer, et le seul reproche à faire est la frustration de ne pas les avoir entendus plus longtemps.

Un des intervenants était le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, aussi président du

CFCM (Conseil français du culte musulman). Il n'a pas hésité à dénoncer « la crise de l'islam mondial, de cet islam politique qui met les armes au bout du tapis de prière », tout en avouant que la « situation est très préoccupante ». « Ils manipulent nos jeunes pour en faire des gens de l'ombre. Ils tuent au nom de leur islam qui n'est pas le nôtre ni le vôtre. L'islam est digne de vivre en France, nous aimons ce pays... »

Formation à la laïcité

Difficile de voir émerger des pistes concrètes pour lutter contre cette fameuse radicalisation qui fait le lit du terrorisme. Le chantier est immense et les réponses faciles inexistantes. Le préfet, Jean-François Cordet, a cependant annoncé la création d'un diplôme universitaire à Lille 2. Cela concernera particulièrement les imams, dont beaucoup sont étrangers, pour les former à la laïcité et au droit français. Un petit pas vers la formation des imams, pas qui ne concerne pas le domaine religieux. L'existence d'un numéro vert à destination des proches de ceux qui se radicalisent a été citée. « N'hésitez pas à le diffuser ! », a insisté le préfet.

Mais les mosquées arrivent-elles vraiment à rejoindre les jeunes musulmans ? Certains ont noté cette difficulté générationnelle. Si tous ont rappelé que l'islam était

Pour la première fois en 12 ans d'existence, le Conseil régional du culte musulman a organisé un colloque avec toutes les branches de l'islam.

une religion de paix dévoyée par les terroristes, Dalil Boubakeur n'hésitant pas à qualifier leur comportement de « maladie psychiatrique », des difficultés ont été évoquées. Le directeur du collège Saint Exupéry de Roubaix a présenté des anecdotes éclairantes sur le vivre ensemble dans son établissement. « Lors d'une visite d'exposition, une élève musulmane a pleuré car c'était

la première fois qu'elle entendait le terme "Nos frères musulmans". Cela a ému tout le monde... » Il note cependant que « des filles qui mettent leur voile en sortant de l'établissement me disent qu'elles sont obligées de le porter sinon elles sont insultées... »

Dans la salle, un père de famille musulman, enseignant, note une contradiction avec ce qu'il a pu voir

sur le terrain. « Vous dites que le radicalisme ne naît pas dans les mosquées, mais certains imams politisent leur prêche en parlant de la Syrie... »

Le CRCM a encore du travail devant lui. Selon Abdelkader Aoussedj, le premier chantier pour lutter efficacement contre toute radicalisation, c'est d'abord que les musulmans se sentent chez eux en France. « Ils se sentent lésés dans les regards depuis les attentats. Il faut leur expliquer qu'ils ne sont pas des Français de seconde catégorie. Il faut une pédagogie pour redonner confiance... » Pour Reza, de Roubaix, « il s'agit d'abord de donner les moyens à des groupes connus et reconnus pour éviter que d'autres prennent l'ascendant par leur travail de sappe... » Si on veut un islam de France, il faudra mettre des moyens, notamment dans la construction de mosquées, trop peu nombreuses vu le nombre de pratiquants ».

Les dossiers sont nombreux. Le colloque a évité la dénonciation de

la stigmatisation des musulmans, mais la pression sur les signes religieux a été évoquée. « Les attributs de visibilité n'ont rien à voir avec la radicalisation », évoque Omero Marongiu, sociologue. « Ma barbe ou le voile ne sont pas une forme d'agression, c'est une adoration. Je ne veux pas laisser la barbe aux terroristes », lance un jeune ingénieur dans l'assistance. Dans une vidéo tournée pour l'occasion, ce point de vue est partagé par Samba : « C'est facile de manipuler les jeunes quand ils se sentent rejetés lorsqu'on leur refuse un stage ou un job. Il faut arriver à leur faire comprendre que même si une personne les met de côté à cause de leur religion, cette même religion nous demande de nous en faire un ami... » Abdelkader Aoussedj a fait applaudir les imams, qui pour lui sont le meilleur rempart contre le terrorisme. « Ils évitent des radicalisations par leurs discours. Ils font un travail formidable. »

Anne Sophie Hourdeaux

LES ESSENTIELS DU DOSSIER

Dans l'Éducation nationale

Depuis les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, l'Éducation nationale a pris une batterie de mesures pour renforcer l'éducation à la citoyenneté dans ses établissements. Une formation aux religions sera proposée aux enseignants. Une journée de la laïcité sera célébrée dans tous les établissements pour l'anniversaire de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. L'enseignement moral et laïc entrera en vigueur dès septembre 2015 dans toutes les classes.

Un numéro vert et un site

Il s'agit du 0 800 00 56 96 : lancé le 24 avril 2014, il est accessible du lundi au vendredi de 9 h à 17 h. Un site aussi a été créé : stop-djihadisme.gouv.fr

RÉSEAUX SOCIAUX

Internet, ennemi public n°1

À plusieurs reprises au cours du colloque organisé par le CRCM, les responsables musulmans de la région ont répété que la radicalisation ne se faisait pas dans les mosquées. Dounia Bouzar, du Centre des dérives sectaires (voir ci-contre), est justement de cet avis. « Je confirme ! La plupart des jeunes s'embrigadent alors qu'ils n'ont jamais mis les pieds dans une mosquée. C'est vraiment très rare. Par contre, je pense que les mosquées ont toute leur importance pour l'après-embrièvement, pour aider les jeunes à bien comprendre l'islam. » Dounia Bouzar estime que la radicalisation se fait d'abord par Internet, l'ennemi public numéro 1, et les réseaux sociaux. « L'influence est énorme ! L'embrièvement par-

vient à enlever le jeune, en manque de savoir, de sa filiation, le couper de tous les adultes et le mettre au sein d'une exaltation de groupe, ce qui facilite la fuite du monde réel qu'il régénère. Le jeune se tourne alors vers sa tribu numérique, et celui qui l'endoctrine lui fait miroiter des choses correctes sur, telle ou telle destination, sans jamais lui dire qu'il va être amené à tuer des personnes. Une dépendance virtuelle, une véritable addiction se crée. C'est une horreur, c'est vraiment notre bête noire... Il faut une vraie désintoxication, car malheureusement, beaucoup de jeunes qui étaient sur la bonne voie replongent quand ils se reconnectent... Si j'avais des subventions à demander, ça serait pour lutter contre tout ça... »

C.L.

DOUNIA BOUZAR, CENTRE DE PRÉVENTION DES DÉRIVES SECTAIRES LIÉES À L'ISLAM

« C'est la chaîne de la vie contre la chaîne de la mort »

Il y a exactement un an, Dounia Bouzar, originaire de la région (elle y a travaillé 10 ans comme éducatrice pour la protection judiciaire de la jeunesse), créait le Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam. Une association qui a vu le jour suite à la publication de l'ouvrage référence de Dounia Bouzar, *Désamorcer l'islam Radical. Ces dérives sectaires qui défigurent l'islam* (janvier 2014, éditions de L'Atelier). « Créer une association, ce n'était pas prévu au programme, mais après la sortie du livre, en 2 mois, une cinquantaine de familles m'ont appelée pour me dire que ce que j'avais écrit, c'était vraiment ce qu'elles avaient vécu avec leur jeune, confie la responsable de l'association. Des jeunes qui s'étaient mis en totale rupture avec notre monde, et qui voulaient partir. J'ai donc monté une structure, en compagnie d'autres experts, histoire de croiser les regards. »

Le Comité interministériel de prévention de la délinquance (CIPD) lui a ainsi demandé de réaliser un rapport de recherche. De mi-avril à décembre 2014, 325 familles, majoritairement issues de la classe moyenne, ont appelé l'équipe du CPDSI et ont bénéficié de son suivi. Parmi elles, 23 personnes du Nord (« Les

associations anti-secte sont assez efficaces ici, nous avons donc été moins appelés qu'ailleurs »). L'idée était d'obtenir un diagnostic sur l'embrièvement de l'enfant par le discours de l'islam radical, ou de demander une aide psychologique avant ou après le départ de leur enfant, généralement pour la Syrie ou l'Irak. Le combat de Dounia Bouzar et de ses collègues ne s'arrête pas là. Actuellement, dans les préfectures, des professionnels sont formés par l'association, pour tenter d'améliorer l'efficacité de lutte anti-embrièvement. « On leur explique quels sont les indicateurs de prévention, poursuit Dounia Bouzar, qui sillonne aujourd'hui chaque région de France. Il faut que sur chaque territoire, les familles puissent trouver des interlocuteurs au plus près de chez elles. » Un an après, difficile de dresser un bilan, mais Dounia Bouzar estime que plusieurs premiers pas importants ont été faits. D'abord, les indicateurs d'alerte (rupture sociale, rupture avec les loisirs, rupture familiale, rupture scolaire) ont été vulgarisés. « Aujourd'hui, quand un jeune qui arrête le foot en disant, c'est le diable, l'entourage nous alerte car il comprend qu'il y a un problème. Avant, ça n'était pas le cas, ou ça



Dounia Bouzar mène un combat quotidien contre l'embrièvement.

n'était pas si rapide. » Il y a également cet amalgame de l'islam et l'embrièvement des réseaux, encore trop présent à son goût, même si la situation tend vers l'amélioration. « Il faut absolument que les élus et les médias évitent cet amalgame car cela profite aux personnes qui endoctrinent les jeunes. Une centaine de ces jeunes ont pu être sauvés depuis septembre grâce à ces progrès. Mais le travail ne fait que commencer, c'est un combat de tous les jours, c'est la chaîne de la vie contre la chaîne de la mort. »

Pour poursuivre les actions, l'association peut compter sur l'aide précieuse des jeunes qui sont revenus en France, et pour qui l'embrièvement est un souvenir douloureux, mais ancien. Ils sont une trentaine à apporter leur soutien. « On se sert énormément de leurs témoignages, de ce qu'ils ont vécu, ce qu'ils ont ressenti. Les sauveurs, ce sont eux. »

Clément Landouzy

> Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam, www.cpdsi.fr (on y trouve notamment le bilan pédagogique annuel de l'association, chiffres à l'appui).

23 FAMILLES DU NORD ONT ÉTÉ AIDÉES PAR L'ASSOCIATION DE DOUNIA BOUZAR (période avril-décembre 2014).

REPÈRES

Prévention, formations et remise en cause : des pistes de lutte

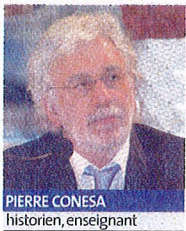
Mille cinq cents Français sont partis rejoindre les rangs des djihadistes en Irak et Syrie ; avec une augmentation de 84 % des départs entre janvier 2014 et janvier 2015. Devant ce fléau, les réponses manquent. Au cours du colloque du CRCM samedi dernier, quelques pistes ont été abordées.

Pierre Conesa, historien, appelle à « des États généraux de la laïcité et à la création d'une faculté de théologie musulmane française, car la régénération de la pensée musulmane doit se faire dans une démocratie ».

Gilles Kepel, politologue, aimerait que les musulmans eux-mêmes définissent les signes de radicalisation, tout en se demandant si ce mot est le plus pertinent. « La réflexion théologique et normative est déficiente dans l'islam de France aujourd'hui. Les assassinats se font au nom de l'islam. Le salafisme veut se couper de la société, en retirant les enfants de l'école par exemple. Est-ce que cela vous dérange ? Cela n'ira pas forcément jusqu'au terrorisme. Mais le passage de la rupture culturelle à la rupture armée est aisé si l'imam bascule. »

Le sociologue Omero Marongiu veut lutter « contre la création d'un catalogue de signes de radicalisation qui donneraient des recettes toutes faites ». Il a plutôt appelé les autorités musulmanes à « faire un travail en amont dans l'interprétation des sources scripturaires de l'islam, afin de diffuser un contre-discours ». Car le danger est « le basculement dans l'univers de sens unique » selon l'expression de Dounia Bouzar, c'est-à-dire dans une vision du monde où les différences sont vues comme un danger. Anouar Klibebch, vice-président du CFCM, a mis le doigt sur les nouveaux musulmans : « Il faut s'interroger sur l'accompagnement de ces convertis ou reconvertis (venant de familles musulmanes non pratiquantes), car ce sont eux en majorité qui partent en Syrie et en Irak... » Dallil Boubakeur a insisté sur l'éducation : « Les parents doivent rappeler que tout ce qui est violence est mal... »

A.S. Hourdeaux



PIERRE CONESA, historien, enseignant

CHARLINE DELPORTE, DÉLÉGUÉE DU CAFFES (ASSOCIATION CONTRE L'EMPRISE SECTAIRE)

« Il n'y a pas que l'islam radical »

Depuis quand êtes-vous confrontée à l'islam radical comme dérives sectaires ?

Depuis 2002, nous recevons des familles de culture musulmane ou pas qui nous interpellent sur la radicalisation de leur fils ou de leur fille. Notre mission est bien d'accompagner les familles. Il y a eu une accélération en 2005-2006 et depuis l'automne 2014. Mais, il faut relativiser car cela ne concerne que 5 des 100 dossiers ouverts chaque année. En attendant, on ne parle pas d'autres phénomènes...

Lesquels, par exemple ?

Les Églises évangéliques arrivées des États-Unis. En France, elles sont passées en 15 ans d'environ 500 à 5 000. Je pense que l'on n'a pas pris en compte quelque chose qui est en train de monter. Il y a une radicalisation évangélique. Je vois le même comportement, j'entends la même chose sur le bien et le mal.

La radicalisation évangélique présente-t-elle la même dangerosité tout de même ?

Bien sûr, les évangéliques ne vont pas se faire sauter. Mais on nous a signalé un prophète évangélique, dans la région d'Aire-sur-la-lays qui annonce la fin du monde pour la nuit du 13 au 14 sep-



Charline Delporte traque les sectes depuis 29 ans.

tembre 2015 expliquant que Jésus va venir chercher les bons chrétiens et qu'il n'y aura plus que Satan sur Terre. Une jeune fille de 14 ans dont la mère est adepte a peur et s'en est ouvert à une assistante sociale. On a l'impression que s'il ne s'agit pas de départ en Syrie, aujourd'hui, nous ne sommes pas entendus. Il faut aussi penser aux autres dérives sectaires.

Revenons à l'islam, quels sont les signes de radicalisation selon vous ?

Il y a d'abord un changement de

intelligents qui veulent donner du sens à leur vie.

Un déclin est-il possible pour ces jeunes ?

Après l'endoctrinement, les personnes sont comme anesthésiées. Mais oui, si le leader fait une erreur, une demande de trop, il peut y avoir un déclin même s'il faudra une longue réflexion pour se reconstruire.

Comment aidez-vous les familles ?

Nous suivons des familles qui ont leur enfant parti en Syrie. Ce que je conseille toujours, c'est de ne pas couper les liens. Je pense à cette maman qui est en ligne tous les soirs sur Skype avec sa fille. Chose que les agents des services de renseignements ont du mal à comprendre et à croire. J'en ai fait l'expérience il y a quelque temps dans une préfecture.

Que voulez-vous dire ?

Les renseignements sont donnés aux services de l'État par les familles. Elles disent qui est parti, où et quand. Mais ensuite les familles se tournent vers nous pour un soutien, pour parler à un psychologue.

Recueilli par Thomas Levivier